



SECTIONS D'ILLE ET VILAINE

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes.

Ils souffrent de la perte de sens de leur travail et d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs.

En réaction, c'est légitimement le ras le bol et la colère qui s'expriment.

Cette situation est commune à l'ensemble des secteurs de la Fonction Publique où sévit la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui n'a d'autre finalité que les suppressions d'emplois et l'abandon de missions.

En premier lieu, ce sont les agents qui souffrent dans tous les services.

Le public, lui aussi, subit en direct les conséquences de ces reculs et des manques d'agents dans ses contacts avec nos services et notamment les services d'accueils physiques et téléphoniques.

La DGFIP, qui se veut à ce titre exemplaire, a décidé de supprimer 2569 emplois en 2010 dont 30 dans l'Ille et Vilaine (13 pour l'ex-DGI et 17 pour l'ex-DGCP).

Contre cette politique de casse des services publics et des emplois, la présente motion intersyndicale revendique :

- le maintien et le développement des garanties statutaires ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- le maintien de la séparation assiette/recouvrement, ordonnateur/comptable ;
- le refus de la polyvalence généralisée ;
- l'arrêt des réformes de structures ;
- l'abandon de l'individualisation des rémunérations sur la base du mérite ;
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat par la revalorisation du point d'indice ;
- le retrait de la RGPP et de la loi sur la mobilité ;
- le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité.

NOM	Prénom	Poste – Service	Signature